



COMMUNIQUE

Le Gabon rassure sur sa capacité à rembourser sa dette

La presse s'est fait l'écho mercredi 20 juillet d'une brève internationale suggérant un risque de défaut de paiement imminent du Gabon sur sa dette internationale. Elle semble traduire une méfiance croissante des investisseurs internationaux à l'égard de la qualité de crédit du Gabon, exprimée à travers une hausse de l'écart de rendement (« *spread* ») au-dessus des obligations de référence émises par le Trésor américain.

Ironie de l'histoire ou hasard de calendrier, cette publication intervient alors que le Ministre de l'Économie rentre tout juste de Paris, d'où elle a eu pendant deux jours, des réunions avec les investisseurs internationaux du Gabon sous la forme d'un « Non-Deal Roadshow », comme elle a désormais pris l'habitude de le faire chaque semestre.

Lors de ces rencontres, qui ont vu se succéder quinze (15) des plus grosses institutions détentrices de titres gabonais, le Ministre a partagé une mise à jour des performances économiques du pays. Elle a aussi rendu compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation soutenu par le FMI dans le cadre d'un second programme triennal.

Ces rencontres ont permis au Ministre d'interroger directement les acteurs de marché sur leur perception du risque gabonais et les raisons qui sous-tendent la médiocre performance des titres sur le marché secondaire. Des informations de première main utiles pour mieux guider l'action publique et apporter un éclairage pertinent sur les dynamiques de marché actuelles.

Le premier enseignement de ces rencontres concerne l'environnement international : le retrait des investisseurs et les contre-performances de titres qui en résultent concerne l'ensemble des marchés émergents et « frontières » en particulier (*NDLR : nom donné au marché constitué par des émetteurs dits « spéculatifs » et non fréquents comme le Gabon, pour lesquels le marché international ne constitue pas une source de financement principale et régulière*), mais aussi les émetteurs américains et européens « spéculatifs ». Ainsi les spreads des émetteurs des pays émergents (reflétés par l'indice « *JP Morgan Emerging Markets Bond Global Spread* ») et des émetteurs américains « spéculatifs » ont augmenté de près de 100 à 150 points de bases depuis le mois de janvier. Plus particulièrement en Afrique, l'ensemble des émetteurs gouvernementaux font face à une hausse importante de leurs spreads de l'ordre de 1 000 points de base. Cette hausse est moins prononcée pour quelques pays africains non réputés producteurs de pétrole qui bénéficient d'une notation de crédit BB (Côte d'Ivoire, Sénégal, Afrique du Sud).

Cette frilosité est motivée par un environnement international extrêmement dégradé, marqué par une croissance mondiale en berne, une résurgence des tensions inflationnistes, et un retrait massif de liquidité en raison de la fin des politiques

d'assouplissement des grands argentiers mondiaux. Tous ces facteurs se trouvent exacerbés dans le contexte de la guerre en Ukraine et l'instabilité mondiale suite à la crise du Covid.

Pourtant, dans cet environnement dégradé, les investisseurs font part de leur optimisme pour le Gabon : le pays a engagé depuis près de 5 ans déjà un vaste programme de réformes structurelles accompagnées par le FMI, et qui a su produire ses effets : une économie résiliente au plus fort de la crise, une situation assainie des finances publiques avec des performances budgétaires solides et un ratio d'endettement orienté à la baisse, un rôle accru du secteur privé dans le financement du développement, et une stratégie pionnière dans le domaine des politiques vertes et durables.

Certes, les écarts de rendement observés sur le marché ne rendent pas justice à cet effort de réformes. Mais comme le notent les investisseurs eux-mêmes, « c'est lorsque la marée se retire que l'on observe qui peut encore se tenir debout ». Et le Gabon se trouve dans ce groupe. Grâce à une stratégie extérieure robuste et flexible, les sources de financement privilégiées sont celles officielles et innovantes.

Par ailleurs, grâce à la politique de gestion pro-active et opportune menée par notre pays ces dernières années, aucun remboursement de dette obligataire n'est prévu avant trois années, ce qui exclut tout risque de défaut imminent, contrairement à de nombreux autres émetteurs africains. Dans ce laps de temps, les performances économiques du Gabon et la maîtrise des risques inflationnistes augurent d'une évolution favorable par rapport au coût actuel de financement. Quant aux paiements des coupons sur les lignes existantes, ils sont assurés à date depuis le début de l'année.

Sur le plan intérieur, il convient d'indiquer que suite au travail effectué par la Taskforce sur la dette intérieure, une grande partie des arriérés de dette a fait l'objet de moratoires. Et les services financiers de l'État s'efforcent, dans le cadre de la stratégie d'apurement de la dette intérieure convenue dans le contexte du programme économique, de procéder au paiement. C'est ainsi qu'au 31 décembre 2021, les paiements de la dette intérieure se chiffraient à 508,3 milliards dont 89,9 milliards de dette bancaire, 174,2 milliards de dette moratoriée et 244,3 milliards de dette du marché financier. Les paiements intérieurs ont concerné la dette bancaire (46,0 milliards), la dette moratoriée (4,6 milliards) et le marché financier régional (159,2 milliards).

De manière plus globale, il importe de relever les efforts faits par le Gouvernement pour infléchir la tendance du taux d'endettement. Ainsi, ce dernier reviendrait de 71% du PIB en 2020 à 64% en 2021. Le taux d'endettement anticipé pour fin décembre 2022 renforcerait cette tendance à 55% du PIB.